



Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

ARRÊTÉ portant mise en demeure la **SOCIÉTÉ CHARTRES ENROBÉS à GELLAINVILLE,** centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers n° ICPE 401

La Préfète d'Eure-et-Loir
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 20 octobre 2010 à la SOCIÉTÉ DES ENROBÉS DE BEAUCE pour l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de GELLAINVILLE (28630) dans la zone industrielle, concernant notamment la rubrique 2521-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le changement de dénomination de la SOCIÉTÉ DES ENROBÉS DE BEAUCE au profit de CHARTRES ENROBÉS du 11 mars 2013 ;

Vu les articles 3.2.1, 3.2.4, 4.3.10 et 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 janvier 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 22 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'opacimètre présent sur l'installation ne permet pas une évaluation permanente de la teneur en poussières dans les rejets canalisés ;
- Le bassin tampon recueillant les eaux pluviales potentiellement polluées et les eaux d'extinction incendie n'a pas une capacité de 1 000 m³.

Considérant que par l'examen des éléments en sa possession et notamment le rapport du contrôle inopiné des rejets atmosphériques sur la cheminée centrale fixe émis par l'organisme agréé ENTIME en date du 21 novembre 2018 suite à l'intervention et aux prélèvements effectués le 29 octobre 2018 sur le site, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Dépassement de la valeur limite autorisée sur le paramètre poussières lors du contrôle inopiné.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.2.1, 3.2.4, 4.3.10 et 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CHARTRES ENROBÉS de respecter les dispositions des articles 3.2.1, 3.2.4, 4.3.10 et 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

Article 1 – La Société CHARTRES ENROBÉS, exploitant une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de GELLAINVILLE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 en mettant en place un opacimètre fonctionnel et adapté aux conditions d'exploitation du site pour la surveillance en continu des rejets atmosphériques de la cheminée, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – La société CHARTRES ENROBÉS, exploitant une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de GELLAINVILLE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 en respectant la valeur limite en concentration sur le paramètre poussières dans les rejets atmosphériques de la cheminée, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 – La société CHARTRES ENROBÉS, exploitant une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de GELLAINVILLE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.10 et 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 en :

- a) fournissant le cahier des charges du bassin tampon de capacité 1000 m³ dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- b) fournissant le bon de commande du bassin tampon de capacité 1000 m³ et la date d'intervention dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- c) fournissant le compte-rendu des travaux de réalisation du bassin tampon de capacité 1000 m³ dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

A – Recours contentieux

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>

B – Recours administratif

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- un recours gracieux, adressé à la Préfète d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus au A 1° et 2° ci-dessus.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 6 - notification - publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

La présente décision sera affichée en mairie de GELLAINVILLE pendant une période d'un mois minimum. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et retourné à la préfecture – bureau des procédures environnementales par voie postale ou par messagerie sur pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimum de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 7 - Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de GELLAINVILLE, Monsieur le Directeur Régional l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre- Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 13 FEV. 2019

La Préfète,

Pour la Préfète,

Le Secrétaire Général



Régis ELBEZ

